

Le Congrès de 1867, la Suisse et l'Europe* par Carlo Moos

Le Congrès international de la Paix de 1867 s'ouvrait dans un contexte qu'on espérait assez favorable à cause de la peur d'une nouvelle conflagration européenne après celle de 1866, mais qui devait se ternir rapidement et prendre fin en 1870. Et cela ne changeait plus dans les décennies à venir, même si la Ligue internationale pour la Paix et la Liberté, fondée dans le contexte du Congrès, essayait de résister avec toute une série d'autres congrès (à Berne en 1868, à Lausanne en 1869, à Lugano en 1872, à Genève en 1873 etc.) et jusqu'aux années 1880, malheureusement sans succès.

Comme lieu du congrès fut choisi la Suisse, non par hasard, et encore moins par hasard la ville de Genève, parce que sous le régime de Napoléon III, il était inimaginable d'organiser un tel congrès en France et encore moins à Paris, où l'idée fut conçue par le pacifiste Charles Lemonnier et le juriste Emile Accolas¹.

La Suisse fut choisie, entre autres, en raison de la régénération radicale de son organisation en 1848, après une guerre civile combattue l'année d'avant et un changement qui comportait la fin de l'ancien système des 22 états confédérés et l'avènement d'une entité politiquement plus forte, mais toujours conçue sur une base fédéraliste. En effet, c'étaient la liberté régnante dans ce pays, tout comme son républicanisme et son fédéralisme qui le rendaient particulièrement attractif. Jules Barni, le président du Comité central, le disait très clairement à l'occasion de son discours d'ouverture prononcé lors de la séance du 9 septembre: «Travaillons à opposer à l'esprit césarien l'esprit républicain, à l'esprit militaire l'esprit civique, à l'esprit de centralisation l'esprit de

* Les pages suivantes présentent le texte lu à Bruxelles le 21 novembre 2017. Par manque de temps, il m'était impossible de le détailler, comme je l'aurais voulu.

¹ Voir Charles Lemonnier, *La vérité sur le Congrès de Genève*, Berne et Genève 1867.

fédération; en un mot, à l'esprit de despotisme et de guerre, l'esprit de liberté et de paix»².

La ville de Genève, de son côté, semblait particulièrement apte à accueillir un congrès protestataire et pacifiste comme celui qu'on projetait dans cette ville, grâce à son passé en tant que ville de Calvin et de Rousseau et, plus récemment, en tant que lieu de la fondation de la Croix-Rouge avec ses événements collatéraux en 1863/64, mais aussi grâce à sa «vieille renommée d'une ville qui fut, et qui est encore le refuge de tant de proscrits», comme l'écrit Charles Lemonnier dans son compte rendu polémique «La vérité sur le Congrès de Genève»³. Pierre Jolissaint du Jura bernois, dans son discours prononcé en qualité de président du Congrès le 10 septembre, saluait les participants «sur le sol classique de la liberté, de l'égalité et de la fraternité [...] dans la patrie du grand citoyen de Genève, qui retrouva les droits de l'homme, enterrés par le despotisme; du grand J.-J. Rousseau, qui, le premier, écrivit avec un burin d'acier: *'Force ne fit jamais droit!'*»⁴. Étant donné que le temps n'était plus celui de Calvin et que la majorité des habitants était redevenue catholique à cause des changements territoriaux survenus en 1815, la présence de Garibaldi, «le héros des deux mondes», devint l'une des raisons des conflits qui accompagnaient, dès l'ouverture, les sessions et les débats du Congrès. Dans son discours d'arrivée, Garibaldi s'attaqua en effet à «cette institution pestilentielle que l'on nomme la Papauté»⁵, dont il proposait même la déchéance dans son allocution d'ouverture le lendemain, le 9 septembre (une allocution, du reste, très remarquable, pragmatique et utopique à la fois)⁶. Par conséquent, l'enthousiasme suscité par Garibaldi, nommé président honoraire du Congrès, quand il avait salué «ce brave peuple républicain de Genève, les neveux de Rousseau, les descendants de Tell», en le remerciant pour l'excellent accueil à l'occasion de son entrée en ville⁷, retomba assez vite.

Quelle était l'importance de la Suisse dans les débats du Congrès?

Elle incarnait (ou du moins l'espérait) tous les éléments importants du point de vue des organisateurs: une liberté mythique et peut-être trop

² *Ibidem*, p. 37.

³ *Ibidem*, p. 6.

⁴ *Ibidem*, p. 40.

⁵ *Ibidem*, p. 14. Voir aussi Michele Sarfatti, *La nascita del moderno pacifismo democratico ed il Congresso internazionale de la paix di Ginevra nel 1867*, «Quaderni de Il Risorgimento», 3, Milano [1983], p. 107

⁶ «La papauté, comme la plus nuisible des sectes, est déclarée déchue d'entre les institutions humaines», Sarfatti, pp. 56, 109. Voir aussi Hubert Heyriès, "Le pacifisme de Garibaldi", dans *Giuseppe Garibaldi fra guerra e pace*, a cura di Piero Del Negro, Milano 2009, pp. 41s., et Romain H. Rainero, *Giuseppe Garibaldi dal patriottismo italiano al progetto di unione dell'Europa*, *ibidem*, pp. 62s.

⁷ Sarfatti, pp. 107s.

mythique, qu'on aimait voir surgir dans les trois cantons fondateurs de la Suisse centrale en plein Moyen-Âge, une organisation fédéraliste partant de la commune, formant la base de la vie politique, et naturellement le républicanisme qu'on n'aurait pas pu propager en France dans son état actuel.

En ce qui concerne la vision sociale des promoteurs du Congrès, elle était assez loin de celle des socialistes, même si une forte délégation venait à titre individuel à Genève après la fin du congrès de l'Association internationale des travailleurs, organisé à Lausanne la semaine précédant le Congrès de la Paix du 2 au 8 septembre; et cette participation se révéla providentielle pour éviter l'échec de l'assemblée genevoise après les attaques provenant de la part des catholiques et des conservateurs de Genève et même des radicaux de James Fazy, l'ex-maire de cette ville, qui semble avoir accumulée de fortes frustrations qui le portaient, une dizaine d'années avant de mourir, à combattre des positions qui auraient pu être les siennes. «La tactique des ennemis du Congrès était – comme l'affirmait Lemonnier – fort simple: ameuter en ville les cléricaux, les orthodoxes, les banquiers et les capitalistes; introduire dans l'assemblée des affidés, y créer une majorité et faire repousser par cette majorité toutes les Résolutions [...] du Congrès», un jeu «déjoué par le calme de l'assemblée, par l'union cordiale de ses membres, par la prudente et vigilante énergie de MM. Jolissaint et Barni [...] et [...] par le concours du peuple de Genève, qui fit la majorité [...]»⁸. Du reste, on avait remarqué aussi la police secrète française «fortement représentée», comme l'écrivait un membre du gouvernement cantonal au Conseil fédéral à Berne⁹.

D'autre part, et cela s'était profilé tout de suite (mais pour d'autres raisons), la participation était impossible pour Karl Marx et pour l'antifédéraliste Giuseppe Mazzini qui était contre les guerres des rois, mais pas contre la guerre des peuples, par exemple des Polonais et d'autres nations opprimées¹⁰. Un autre absent, celui-ci singulièrement antimarxiste et antimazzinien, qui aurait pu et même dû (comme délégué de deux sociétés italiennes)¹¹ participer au Congrès, était Carlo Cattaneo, économiste milanais exilé à Lugano depuis la fin de l'année 1848 et grand protagoniste d'un fédéralisme italien, qui avait lancé, en 1848, la formule devenue célèbre des «États-Unis d'Europe (Stati Uniti d'Europa)»¹². Mais Cattaneo avait déjà un certain âge et une santé fragile et mourut moins de deux ans après. En plus, il

⁸ Lemonnier, p. 24.

⁹ Sarfatti, p. 91.

¹⁰ Cfr. *ibidem*, pp. 32s.

¹¹ *Ibidem*, p. 85.

¹² Voir Carlo Moos, "Le conseguenze del fallimento del 1848", in *L'altro Risorgimento. L'ultimo Cattaneo tra Italia e Svizzera*, Milano 1992, § 1.3.

n'aimait pas du tout participer à des événements de cette envergure¹³ et s'était excusé de cette absence en écrivant aux responsables des sociétés qui avaient voulu l'envoyer à Genève¹⁴.

Après ces remarques concernant la Suisse dans le contexte du Congrès de 1867, j'aimerais présenter quelques observations sur la position actuelle de ce pays envers l'Europe, d'un pays qui présente sous beaucoup d'aspects la réalisation des rêves et des projets soutenus pendant les quatre jours de septembre à Genève en 1867, et en plus d'un pays qui serait ou pourrait être une source d'inspiration pour les structures politiques et l'organisation territoriale d'une Europe fédéralisée. Malheureusement, les choses ont beaucoup changé depuis 1867, et on doit maintenant, en ce qui concerne la Suisse actuelle, parler plutôt d'une tragédie ! Tout : la position géographique, le passé et l'histoire du pays ainsi que son organisation politique, tout aurait dû pousser la Suisse à adhérer le plus rapidement possible à l'Europe, une adhésion qu'elle aurait pu réaliser, selon mon opinion, au moment des traités de Rome de 1957 en compagnie des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg, ou bien au plus tard en 1995 avec l'Autriche. Mais la Suisse a choisi le contraire, et cela sous la contrainte d'un concept de neutralité interprété de manière très restrictive selon une vision qui me semble tout à fait erronée.

Mais encore plus néfaste me semble le problème de la droite politique helvétique, qui s'inspire des arguments des pires droites xénophobes et populistes d'Europe. Elle est tellement enracinée dans l'opinion publique qu'elle réussit à empêcher toute discussion sérieuse de la thématique, même hypothétique, d'une adhésion du pays à l'Europe. Qui se hasarde à parler d'une telle perspective se voit rapidement traité de dénigreur de la patrie.

Évidemment, la Suisse du présent aurait besoin d'un nouveau Congrès genevois et d'une nouvelle Ligue de la Paix et de la Liberté, mais elle aurait surtout besoin de l'arrivée d'un nouveau Garibaldi ressuscité pour combattre le vieux Fazy, l'opposant majeur des résultats du Congrès de 1867, qui actuellement n'est plus genevois, mais porte un nom tout à fait zurichois.

Malheureusement, les opposants de 1867 qui parlaient d'un échec du Congrès et prétendaient que Garibaldi s'était enfui de Genève¹⁵, ont réussi, avec leur polémique rétrograde, à faire oublier le succès de cette manifestation majeure (même s'il devait rapidement se révéler provisoire à cause de la guerre franco-allemande survenue trois ans plus tard), un succès qui est sorti presque

¹³ Voir Carlo Masini, *Storia degli anarchici italiani. Da Bakunin a Malatesta (1862-1892)*, Milano 1969, p. 32.

¹⁴ Sarfatti, p. 85.

¹⁵ Voir pour la réplique de Garibaldi: Lemonnier, pp. 46s., et Sarfatti, pp. 116s.

tout de suite de la mémoire collective européenne. Si à Genève on se souvient encore un peu d'un épisode quand même important de l'histoire de la ville (au moins à cause de la participation de Garibaldi et de Bakounine), en Suisse allemande on ne sait presque plus rien de son existence. Le fait qu'on ne trouve aucune mention directe (et seulement quelques lignes indirectes) dans le nouveau Dictionnaire historique de la Suisse est assez emblématique¹⁶.

En vérité, le Congrès me semble au contraire d'une importance capitale surtout dans sa dimension utopique de la «guerre à la guerre»¹⁷ proclamée dans un petit moment propice au pacifisme et parce que les organisateurs ont admirablement réussi à créer un lien entre la paix, la liberté, la démocratie et l'idée d'une union européenne fédéraliste¹⁸. Cela reste important, même si on dut subir toutes les guerres ultranationalistes, impérialistes et racistes, telles que la guerre franco-allemande, les deux guerres mondiales et bien d'autres encore, avant d'entrevoir enfin l'espoir de réaliser ces valeurs, même si le chemin semble encore long.

Pierre Jolissaint, dans son discours de président du Congrès, félicita les participants d'être venus à Genève «sans *ziindnadelgewehre*, sans revolvers ou autres engins meurtriers; [...] armés seulement de vos sentiments et forts de vos convictions [...] entreprendre une croisade sainte, toute de persuasion, pour désarmer les haines nationales, attaquer de front les préjugés d'un faux patriotisme, d'un faux point d'honneur qui met toutes les vérités à la pointe de l'épée ou de la baïonnette [...]»¹⁹. Ces propos me font penser à la déclaration de guerre de Napoléon III, envoyée le 19 juillet 1870 au roi de Prusse, quand il justifiait cette déclaration par l'honneur de son pays compromis, qui l'obligeait à le rétablir après le triste épisode de la dépêche d'Ems. Et on se rend compte de la futilité intellectuelle avec laquelle on jetait le propre pays et le continent dans une aventure meurtrière. Quand on prend, en plus, en considération la brutalité du jeu soi-disant diplomatique de Bismarck dans cette affaire, on s'aperçoit de la dimension tragiquement illusoire de Pierre Jolissaint quand il salua, dans son allocution, les «citoyens» venus «préparer l'établissement et le règne d'une *justice internationale*»,²⁰ et quand il exhortait ses auditeurs, vers la fin du même discours, à «être des *hommes* d'abord, et ensuite des *citoyens* français, allemands, italiens, anglais, espagnols, russes, suisses, etc.»²¹.

¹⁶ Voir les articles *Pacifisme* (<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F27157.php>) et *Paix, congrès universels de la* (<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F30202.php>).

¹⁷ Pierre Jolissaint: Lemonnier, p. 44.

¹⁸ Voir l'évaluation très différenciée des résultats du Congrès par Sarfatti, pp. 74-76.

¹⁹ Lemonnier, p. 41.

²⁰ *Ibidem*.

²¹ Lemonnier, p. 43.

Friedrich Schiller, ce grand contemporain de Goethe, faisait dire à Wallenstein dans la trilogie du même nom et peu avant d'être assassiné:

Eng ist die Welt und das Gehirn ist weit.
Leicht beieinander wohnen die Gedanken,
Doch hart im Raume stoßen sich die Sachen.²²

Le monde est étroit et l'esprit est vaste. Les pensées habitent facilement l'une près de l'autre, mais les choses se heurtent dans l'espace.

Malheureusement, cela est parfaitement vrai, mais en conséquence on devrait se forcer à penser mieux (au risque d'être utopique) et à agir moins ou moins rapidement.

²² Friedrich Schiller, *Wallensteins Tod*, 2. Aufzug, 2. Auftritt.